

Prime pouvoir d'achat des employeurs publics

On veut notre fric !

La suite du feuilleton sur la prime pouvoir d'achat des agents publics est révélatrice de la veulerie et de l'incompétence des dirigeants de La Poste. SUD PTT a interpellé le PDG et la DRH, silence radio... Allo Bercy, Allo la Caisse des Dépôts ? Où est notre prime ?

Les deux propriétaires de La Poste, État et Caisse des Dépôts, ont mis en œuvre par décret et par accord des mesures financières de 300 à 800 € basées sur la rémunération brute, dès cet automne. Il s'agit de compenser les impacts de l'inflation en termes de pouvoir d'achat et il apparaît donc tout naturel que ces mesures soient déclinées à La Poste.

La Direction aux abonnés absents

Nous avons écrit au PDG le 5 juillet, sans réponse à ce jour si ce n'est un discours sur les comptes semestriels où l'air contrit, il nous annonce tranquillement que son équipe de bras cassés a perdu 134 millions avec la boîte de livraisons sous-traitées STUART (achetée 17 millions d'€

en 2018 contre l'avis des élu-es *Sud*). Le PDG évoque aussi BRT, (le Chronopost Italien que La Poste a acheté 1,4 milliards en 2019) qui est mis sous tutelle par la justice anti-mafia Italienne pour travail dissimulé et corruption avec 172 millions d'€ d'amende !

Pour *Sud*, les postier-es ne doivent pas payer les pots cassés par les errements de la direction. Au passage, avec ces 300 millions d'€ perdus on aurait pu augmenter le complément de rémunération de 160€/mois pour toutes et tous.. Là, on nous annonce un intéressement en baisse malgré un bénéfice prévu de plus d'1 milliard d'€.

Sud a aussi questionné la DRH le 30 août qui s'est contentée de renvoyer les discussions de rémunération à la commission de suivi avec les syndicats qui ont signé l'accord NAO. Ce qui n'a aucun rapport avec l'application de cette prime qui dépend de la signature unilatérale du PDG.

La rentrée est salée

- * **Inflation** : "La baisse de l'inflation s'interrompt dans la zone Euro" (Les Echos du 31 août), on est à 5,7% en France,
- * **Energie** : + 25% sur les tarifs de l'électricité (15 % en janvier et 10% en août),
- * **Rentrée scolaire** + 10% en moyenne avec une pointe à 14% sur la papeterie (source Que Choisir),
- * **Consommation** Un panier de 5000 produits toutes enseignes confondues va voir ses prix figés mais sans aucune obligation de les baisser,
- * **Les prix de l'alimentaire** en hausse de 21% sur deux ans (source patron de Système U),
- * **Nos rémunérations** : + 3% pour les salarié-es et + 1,5% pour les fonctionnaires.-

On interpelle les "décideurs"

Devant le silence des « élites postales » *Sud* PTT passe la troisième couche en écrivant à Bruno Lemaire, le ministre de tutelle de l'employeur public qu'est La Poste et à Eric Lombard, Directeur Général de la Caisse des Dépôts qui détient 70% du capital de notre boîte.

On les interpelle donc sur l'application de la prime pour toutes et tous chez nous, en appuyant sur l'austérité à laquelle les postier-es sont confronté-es surtout en cette rentrée matinée d'inflation et de hausse des tarifs de l'énergie.

Sud PTT fera feu de tout bois pour arracher cette prime qui nous est largement due. Au-delà c'est bien de politique salariale qu'il faudra parler, l'austérité permanente qui nous est imposée appelle à une large mobilisation pour augmenter les salaires des postier-es. En attendant il est temps d'ouvrir la caisse, le message est passé !